

5 novembre 2006

Madame, Monsieur,

Vos fonctions de commandant de bord vous amènent à transporter, au milieu de passagers qui se déplacent par convenance personnelle, des voyageurs contraints par une décision préfectorale de reconduite à la frontière, en d'autres termes à participer aux expulsions de sans papiers. Ces hommes, ces femmes, accompagnés de leurs enfants parfois, n'ont, dans l'écrasante majorité des cas, commis aucun autre délit que celui de tenter de vivre dans un pays où ils espéraient élever, éduquer, soigner leurs enfants, contrairement à ce qu'affirment les services de police qui, trop souvent, les présentent mensongèrement comme des « délinquants ».

Ces reconduites sont de plus en plus fréquentes. Elles sont appelées à le devenir davantage encore pour satisfaire aux objectifs stakhanoviens assignés par le ministre de l'Intérieur à ses services et, indirectement, aux compagnies aériennes : + 50% de 2005 à 2004, et encore + 25% cette année.

Vous le savez pour l'avoir vu, les expulsés sont presque systématiquement menottés et entravés. Ils sont chargés comme des paquets et bâillonnés dès lors qu'ils n'acceptent pas de subir docilement leur bannissement. Il arrive qu'ils soient publiquement molestés et frappés quand, luttant jusqu'au bout, ils parviennent à manifester leur désespoir et leur refus d'embarquer. Quelle image de tels faits, répétés à des milliers d'exemplaires chaque année, donnent-ils du pays qui les organise et de la compagnie aérienne qui les accomplit ?

Quand les passagers, souvent leurs compatriotes, choqués, manifestent leur solidarité, il arrive qu'ils soient invectivés et menacés par les escortes.

En riposte aux actions de solidarité d'enseignants et de parents d'élèves scandalisés de découvrir qu'on expulsait leurs élèves ou les copains de leurs enfants et leurs familles, les pouvoirs publics ont récemment franchi une étape avec la complicité de certaines compagnies aériennes. Des équipages formés de cadres censés être « loyaux » ont été constitués sur des vols « sensibles ». A deux reprises au moins récemment, sur un Paris-Lagos en août et un Paris-Bamako en septembre, des commandants de

bord ont accepté de faire monter les CRS à bord pour mater leurs passagers.

Ces violences physiques et morales constituent une atteinte à la dignité de ceux qu'on expulse. Commises en public, elles sont aussi de véritables agressions contre la conscience des équipages et des passagers.

Les équipages et les commandants de bord ont pour mission de transporter des passagers dans des conditions de sécurité et de confort normales. Pas de convoier des fourgons cellulaires volants. Les passagers ont pris un billet pour voyager dans un avion. Pas dans une prison volante avec un, deux ou cinq malheureux menottés et entravés en fond de cabine.

Personne, aucune compagnie, ne peut exiger des équipages, à commencer par les commandants, qu'ils se voilent la face devant ce qui se produit sous leurs yeux ou qu'ils refusent de s'interroger sur la destination de ceux qu'ils transportent. De récentes décisions de justice, prises au sujet d'événements survenus à une autre époque et dans un contexte bien plus grave, rappellent tout de même que les organisateurs de transport ne sauraient s'exonérer d'un jugement de valeur sur les missions qui leur sont confiées.

Celle des commandants de bord ne consiste pas à couvrir des pratiques attentatoires aux droits de l'homme ni à rester sourds à l'extrême détresse d'enfants devant leurs parents menottés, et celle d'un adulte qui laisse en partant ses enfants et son conjoint sans ressources.

La Ligue des Droits de l'Homme et le Réseau Education sans frontières s'insurgent contre l'aggravation des pratiques d'expulsion menées dans les aéroports français, dans des avions en partance notamment pour les pays pauvres du sud, pays de misère, de violences, pour lequel l'immigration est souvent l'unique choix pour une vie meilleure.

**Ils vous invitent instamment à refuser de cautionner ces actes, dénoncés par une grande partie de l'opinion nationale et internationale et dont l'Histoire dira sous peu combien ils ont terni l'image du pays présenté comme celui des droits de l'Homme.**